Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 25 (2009)

Buchbesprechung: Comptes rendus

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

Les Annales veveysannes, vol. 12, 2008, 221 p. (info@vibiscum.ch)

Majorité Rouge-Bleu de Vevey, 1929-1936. Enfin, l'histoire en est écrite.

Mon engagement politique à Vevey a duré 40 ans. Au cours de ces longues années, j'ai entendu des centaines de fois cette sentence: «Lorsqu'on refera confiance aux socialistes pour gérer la ville, Vevey se retrouvera très vite avec un conseil de régie comme cela a été le cas en 1937».

L'histoire de cette mise sous régie a pesé lourd dans les consciences politiques, mais elle n'a jamais été écrite. Plus exactement, le syndic Yves Christen avait demandé de façon pressante à l'ancien syndic Jean Kratzer, membre de ce conseil de régie et membre libéral de la municipalité pendant quatre décennies, d'écrire ce qui s'était passé en tant que témoin privilégié. Or, Kratzer n'a donné de ces événements qu'une histoire juridique et dépassionnée. Peu utile à ceux qui auraient voulu l'utiliser dans les affrontements politiques de la fin du XXe siècle, ce texte est resté dans les tiroirs de l'administration communale.

Or, voilà qu'aux dernières élections, sans obtenir une majorité au Conseil communal et loin s'en faut, le PS obtient trois sièges sur cinq à la Municipalité. Pour la première fois, un socialiste accède à la syndicature et un dissident radical accède à la Municipalité au détriment du «grand vieux parti». Cette conjoncture ressemble donc un peu à la situation créée par les élections de 1929 et 1933 qui avaient amené un dissident radical à la syndicature et une majorité rouge au Conseil communal et à l'exécutif.

Il n'en fallait pas plus pour que le nouveau syndic Laurent Ballif ne soit sollicité pour analyser l'histoire locale du premier tiers du XXE siècle et pour en faire la comparaison avec la situation politique actuelle. Membre actif de Vibiscum, société qui publie tous les deux ans les *Annales veveysannes*, Ballif a donc relu, scanné et projeté en conférence publique les articles de presse de l'époque. Il est arrivé à la conclusion tout à fait pertinente qu'il n'y a aucune comparaison possible entre les deux époques. Le texte de sa conférence, «La situation politique à Vevey dans les années 1930», et le texte de Kratzer, «Régie de la commune de Vevey 1936-1937», viennent d'être publiés dans la dernière livraison des *Annales veveysannes* avec le résumé d'un travail de master de Thibaut Guisan, «Le développement urbanistique de Vevey dans les années 1930: une histoire cousue de fil bleu».

Laurent Ballif décrit les élections de 1933 au terme desquelles le Conseil communal se retrouve composé de 60 rouges et 40 bleus, les dissidents du parti radical. N'ayant pas reconquis la majorité, les radicaux et les libéraux démissionnent en bloc après le second tour, ce qui exige des élections complémentaires, présentées par la presse comme un troisième tour qui n'existe pas dans le dispositif légal.

Ces deux municipalités, celle de 1929 et surtout celle de 1933 voulaient «sortir Vevey de sa somnolence industrielle, commerciale, scolaire et touristique». Elles voulaient donner du travail et de quoi manger aux très nombreux chômeurs de cette triste époque. Furent ouverts de nombreux chantiers dont les générations suivantes se sont félicitées tant par leur

utilité que par leurs qualités techniques exceptionnelles.

Mais, en commençant par la très radicale BCV qui refuse en 1936 de renouveler un emprunt d'un million, les banques ne veulent pas prêter d'argent à une Municipalité à majorité rouge.

Le Conseil d'État justifie alors sa décision, à fin 1936, de mettre la ville de Vevey sous régie par le fait que son exécutif a, en désespoir de cause, utilisé une partie de la fortune de la «Bourse de pauvres» qu'il a la mission de gérer, pour alimenter sa trésorerie. Or la loi l'interdit formellement.

Quelle n'est pas ma colère, lorsque j'apprends, à l'occasion du 20e anniversaire du Département de la Prévoyance Sociale et des Assurances, que toutes les municipalités de l'époque procèdent de la même manière et qu'aucune n'a jamais été inquiétée avant Vevey.

Kratzer donne cette conclusion à son texte écrit en 2000: «La mise sous régie était la seule manière d'obtenir le remboursement des fonds spéciaux indûment utilisés; elle a permis de maintenir la commune de Vevey au nombre des institutions qui font face à leurs engagements. Les difficultés financières ont été petit à petit annulées pour le bien de la Commune, du Canton et de la région». Quand on sait le peu d'importance qu'attachait le Conseil d'État au respect de cette disposition légale, on ne peut s'empêcher de conclure que la mise sous régie a été le seul moyen que les partis radical et libéral ont trouvé pour reprendre le contrôle de la ville à la fin de la courte régie de 1937.

Une deuxième affirmation m'était peu supportable. Le syndic Kratzer affirmait, chaque fois que l'occasion s'en présentait: «Jamais, je n'aurais fait de politique dans cette ville si le Conseil d'État n'était pas venu me chercher». Il avait 30 ans et venait d'ouvrir son étude de notaire. Qui pouvait le démentir 40 années plus tard? Les acteurs de cette période avaient disparu ou s'étaient retirés des affaires publiques. Or, je savais par un de ses amis, ancien député libéral, que, lorsqu'il était apprenti charpentier, il allait, avec des amis de son âge, sous la conduite de l'étudiant en droit Jean Kratzer, crever les tuyaux des pompiers avec des couteaux de poche. Ces tuyaux fuyant de partout étaient censés apporter la preuve que la ville était bien mal gérée... J'ai expliqué cette histoire devant l'intéressé entouré de la Municipalité, de la commission des finances et de la commission de gestion du Conseil communal. Jean Kratzer n'a pas démenti et depuis cette date, je ne l'ai plus jamais entendu affirmer ce mensonge. J'en conclus donc qu'il avait bel et bien été choisi par ses pairs et par le gouvernement en tant qu'activiste de droite.

Malgré cela et avec le recul, je suis également heureux de rendre ici hommage à son engagement au service de sa ville et de son canton. S'il m'est arrivé de croiser le fer avec lui, et si c'est moi qui ai pris son siège au Grand Conseil en 1974, il m'est aussi arrivé souvent de me battre à ses côtés contre le parti radical et parfois même contre une partie de mon groupe.

Je réaffirme que les textes qui viennent d'être publiés sous la signature des syndics Kratzer et Baillif dans les *Annales veveysannes* ont été rédigés avec beaucoup d'objectivité et sans passion. Laurent Baillif y ajoute une réelle volonté d'apaisement et un souci didactique extrêmement utile, car les règles du jeu démocratique n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui. Par exemple, le Conseil communal était élu à la majoritaire.

Enfin, à ces deux contributions des syndics s'ajoute celle de Thibaud Guisan

qui s'est intéressé au *développement urbanistique de Vevey durant l'entre-deux-guerres, 1929-1939*. Il en a fait son mémoire de master à l'université de Fribourg. Il précise que cette collaboration rouge-bleu « conduit à doter la cité de tout un réseau de logements sociaux et d'infrastructures à vocations sportive et touristique qui sont à quelques exceptions près encore en place aujourd'hui. La liste de ces réalisations est vraiment impressionnante. Les Veveysans qui la découvriront seront près de penser que toute la ville moderne s'est reconstruite au début des années 30 ». Ce développement urbanistique, ajoute Guisan, n'est pas propre à Vevey. Il est similaire à celui qui caractérise la plupart des villes suisses dirigées par un exécutif à majorité socialiste à cette époque. Elles sont une quarantaine au milieu des années 30, la progression de la gauche, sur le plan communal, étant notamment favorisée par la crise économique mondiale.

Comme directeur des travaux publics pendant huit ans, je me souviens des contrôles que nous avions à faire du quai Perdonnet ouest. Il est en fait un pont construit sur un bord de lac compliqué. Or il présente, près de huitante ans plus tard, une stabilité extraordinaire, les variations annuelles ne dépassant jamais les deux millimètres. Toutes les sociétés immobilières qui transforment la ville sont présidées, à titre privé, par le syndic Chaudet. La coopérative ne semble pas faire partie des choix idéologiques de cet ancien secrétaire cantonal du parti radical vaudois. L'engagement dans les réalisations sportives est également impressionnant : le stade de Copet (6500.-), le port de plaisance avec le hangar de la société de sauvetage « Le Vétéran » (350 000.-), le complexe de tennis de la Cour-au-Chantre, la rénovation du stand de tir, le local du club des lutteurs, la plateforme où le club de l'Aviron peut construire son hangar, l'agrandissement des Bains-du-Lac appelés les Bains-payes qui passent de 50 à 90 cabines, etc.

Sur le plan de l'embellissement de la ville, il faut ajouter la réalisation du quai Perdonnet déjà citée, lequel quai s'était effondré en 1877 et jamais reconstruit. Projet à 1 151 000.- (1934).

Le marché couvert est dû à cette même équipe pour 360 000.- en 1935.

À cette même époque ont encore été créées plusieurs avenues dont le boulevard Paderewski, dans les vignes, pour donner du travail aux chômeurs locaux. Monsieur Guisan n'y fait pas allusion. Par contre il termine son texte de la manière suivante, qui m'a fort surpris et qui est contestée par le syndic et historien Laurent Ballif. Ce dernier est certain que la solidarité entre les membres de cette municipalité a duré jusqu'au bout :

« Grevées par des investissements massifs et guère aidées par une conjoncture économique morose qui réduit les recettes fiscales, les finances de la ville ne permettront plus, dès 1935, la réalisation de nouveaux projets. Perdant sa raison d'être, l'alliance entre Rouges et Bleus a donc vécu. Les divergences entre les deux partis conduisent à la démission, le 23 décembre 1936, des deux municipaux bleus Gustave Chaudet et Jean Matthys. Deux jours plus tard, le Conseil d'État prononce la mise sous régie de la commune. Elle sera levée une année plus tard, facilitant, lors des élections communales de novembre 1937, le retour aux affaires de l'alliance radicale-libérale. Celui-ci s'accompagne d'une volonté de plonger dans l'oubli le souvenir des années 1930-1936 et de mettre au purgatoire la personne de Gustave Chaudet, qui décède dans l'anonymat le 26 mai 1956. Il est significatif qu'une des premières mesures prise par les nouvelles autorités,

a été d'enlever, au printemps 1938, le panneau indicateur placé à l'entrée de la ville «Stop! Vevey La Ville jolie», qui était devenu le symbole de la politique de développement urbanistique de l'alliance socialiste-bleue».

À la fin des années 90, la «rogne» radicale n'était pas éteinte et le syndic Christen avait de la peine à supporter cette appellation «désuète» qui était restée dans les esprits: «Vevey la jolie». Après divers investissements qui le justifiaient, il fit poser divers panneaux aux entrées de la ville «Vevey, ville d'images».

Pierre Aguet
Ancien municipal
ancien Conseiller national

Raymond Spira, «C'était la Nouvelle Gauche! contribution à l'histoire politique du canton de Neuchâtel», *Nouvelle revue neuchâteloise*, année 25, N° 97 (printemps 2008), 119 p.

Ancien juge au Tribunal fédéral des assurances, Raymond Spira a rédigé, l'an dernier, une histoire de la Nouvelle Gauche socialiste (NGS), 1958-1963. La documentation de l'auteur, déposée à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds, a permis l'organisation d'une exposition sur la NGS. Le 3 avril 2008, le Club 44 a organisé un débat avec d'anciens membres de la NGS: Heidi Deneys, Francis Berthoud, Pierre Dubois, entrés au Parti socialiste neuchâtelois (PSN) après 1963, et Raymond Spira, qui les avait précédés en 1962...

La création de la NGS en 1958 s'explique par le contexte politique international et suisse:

– la crise du mouvement communiste, après le «rapport attribué au camarade Khrouchtchev», lors du 20e congrès du PCUS (février 1956) et l'écrasement de la révolution hongrois en novembre 1956 par l'armée soviétique.

– le mouvement de décolonisation: 1954 vit simultanément la fin de la Première guerre d'Indochine et le début de la guerre d'indépendance en Algérie. En octobre 1956, un corps expéditionnaire franco-britannique débarqua en Egypte, après la nationalisation du canal de Suez,

– la contestation de l'intégration des partis socialistes aux responsabilités gouvernementales suscita l'apparition d'ailes gauches au sein des PS ou de nouvelles formations, comme le Parti socialiste unifié (PSU), en France. Ce pays était un cas «exemplaire», le gouvernement Guy Mollet (dirigeant de la SFIO) ayant couvert la répression de l'armée française en Algérie.

Ces événements eurent des répercussions en Suisse romande. Ainsi, en 1957-1958 à La Chaux-de-Fonds parut la revue *Points de vue*, liée aux revues française *Arguments* (Edgar Morin, Kostas Axelos) et italienne *Ragionamenti* (gauche du Parti socialiste italien). Plusieurs de ses rédacteurs participèrent à la création de la NGS. Comme le PSU, la NGS regroupa d'ex-communistes, des déçus du PS et des jeunes jusqu'ici inorganisés. Son programme stipulait: «Nous luttons pour la démocratie socialiste. Par là, nous entendons la propriété collective des moyens de production; la planification de l'économie; l'accession des classes populaires au gouvernement; le respect et l'approfondissement des libertés démocratiques déjà conquises par le peuple suisse» (*Bulletin de la Nouvelle Gauche*, n° 1, octobre 1958)

Durant cinq ans, la NGS participa aux luttes contre l'armement atomique de l'armée suisse et contre le colonialisme, ou pour les trois semaines de vacances.

Aux élections communales (1960) et cantonales (1961), elle obtint 10 conseillers généraux (2 à Neuchâtel, 3 à La Chaux-de-Fonds, 5 à Fleurier — sans apparentement avec le PSN dans cette dernière localité) et 3 députés au Grand Conseil (Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds).

Le contexte était difficile: poids de la «paix du travail», peu propice aux luttes sociales; manque de relais dans le reste de la Suisse. Le PSN exerçait d'amicales pressions sur la NGS pour réunifier la gauche dans un seul parti. Dans un registre plus musclé, la NGS de Fleurier fut victime, en 1960-1961, d'une «chasse aux sorcières» menée par les partis bourgeois et le PS local, ce qui aboutit à la démoralisation de ses militant-e-s et à leur retrait de l'activité politique.

Après des négociations NGS-PSN, en juillet 1963, une assemblée de 30 membres décida (par une majorité statutaire des 2/3) la dissolution de la NGS et l'entrée au PSN. Sans exclure les convergences pratiques, ce processus s'explique aussi par l'évolution idéologique des principaux dirigeants de la NGS. Un cas emblématique: René Meylan, militant du POP jusqu'en 1958, secrétaire cantonal de la NGS, devenu ultérieurement membre du gouvernement neuchâtelois (1970-1980). Son évolution vers l'aile droite de la social-démocratie relève d'une inversion des valeurs, judicieusement décrite par l'historien polonais et biographe de Trotsky, Isaac Deutscher, dans un texte de 1950, «The Conscience of the Ex Communist» (in *Marxism, Wars and Revolutions. Essays from four decades*).

L'ouvrage de Raymond Spira contribue utilement à l'histoire d'un courant politique peu connu de nos jours. Il convient également de féliciter son auteur d'avoir épargné à sa riche documentation la critique rongeuse des souris et de ne pas l'avoir livrée à la décharge publique (hantise de l'AEHMO *in corpore*...). Cette documentation servira, nous l'espérons, à étayer d'autres recherches ou analyses. Ceci dit, à titre personnel, nous formulerons deux regrets:

1) l'absence à la tribune, le 3 avril 2008, au Club 44, d'un représentant du courant «anti-liquidateur» de la NGS (même faible, ce courant existait);

2) l'absence, vu son décès en l'an 2000, de l'ex-secrétaire cantonal de la NGS, René Meylan. En effet, sa présence aurait permis un débat encore plus fructueux dans une atmosphère de franchise et de camaraderie...

Enfin, nous signalons à nos lecteurs et lectrices un texte de Pierre Jeanneret (membre de l'AEHMO), «La Nouvelle Gauche socialiste, 1958-1963: une page d'histoire neuchâteloise» (sur le site internet de *Domaine Public*: http://www.domainepublic.ch/files/articles/htmal/9976.shtml).

Hans-Peter Renk

Erika Hebeisen, Elisabeth Joris, Angela Zimmermann (dir.), *Zurich 68. Kollektive Aufbrüche ins Ungewisse*, Baden, hier + jetzt, 2008, 237 p.
Bernard C. Schär et al., *Bern 68. Lokalgeschichte eines globalen Aufbruches, Ereignisse und Erinnerungen*, Baden, hier + jetzt, 2008, 227 p.

Saluons la parution de ces ouvrages qui éclairent, quarante ans après, la genèse, l'impact et les facettes, parfois contradictoires, du mouvement de contestation. L'historiographie suisse, contrairement à celles de ses voisins, n'a produit que de rares recherches sur ces événements. Depuis peu, les mémoires de fin d'études se multiplient, mais rares sont ceux à

avoir été publiés, hormis celui de Benoît Challand sur la Ligue marxiste révolutionnaire ainsi que de ceux Julie de Dardel et de Carole Villiger sur le Mouvement de libération des femmes. Agrémentés de nombreux documents originaux, les deux récents recueils tombent donc à point nommé.

Issus de recherches fouillées menées tant par des historien-ne-s confirmé-e-s que par de jeunes diplômé-e-s, *Zürich 68. Kollektive Aufbrüche ins Ungewisse* restitue la contestation zurichoise dans sa richesse et sa complexité. Le recueil plonge dans les racines du mouvement et présente ses ferments tant politiques que sociaux et culturels. Il rend compte du rôle central de l'opposition à la guerre du Vietnam, des impulsions données par l'association des étudiants progressistes, constituée dès 1963, ainsi que de l'émergence d'une culture rock puis pop qui crée un terrain favorable à la contestation (nouvelles pratiques sociales propres à la jeunesse, popularisation de valeurs anti-autoritaires).

Plusieurs contributions permettent de mieux comprendre le déroulement et les spécificités des événements de 1968. La mobilisation d'une partie de l'intelligentsia progressiste après l'intervention brutale de la police lors de la manifestation pour un centre autonome le 29 juin (Globuskrawall) est documentée au travers de l'histoire du Zürcher Manifest, initiative lancée autour des artistes Gottfried Honegger et Max Frisch, et dont l'activité culmine lors d'une semaine d'action au Centre Le Corbusier, début septembre.

Les retombées de 68 sont abordées à travers plusieurs études monographiques qui portent tant sur les thèmes incontournables – féminisme, militantisme d'extrême gauche, culture underground – que sur des sujets encore peu traités, du moins sous la forme d'études de cas – crèches alternatives, campagne contre les maisons de redressement, collectif d'avocat-e-s, formation psychanalytique. Deux contributions traitent plus directement des questions de logement. L'une est consacrée aux communautés d'habitation, les fameuses «communes»; l'examen de quelques expériences zurichoises permet de rendre compte de ce phénomène, emblématique du changement social et culturel induit par 68 : le refus des structures familiales traditionnelles et la recherche de nouveaux modèles avec toutes ses promesses et ses contradictions. Le second article s'intéresse à l'occupation de 7 immeubles à la Venedigstrasse en 1971, présentée par l'auteur comme le moment fondateur des luttes de locataires en Suisse. En effet, c'est la première fois que des habitant-e-s s'unissent à de jeunes militant-e-s pour empêcher la destruction de logements et ceci sur fond de scandale immobilier (une transaction illégale entre les autorités de la ville et la Rentenanstalt).

Alliant recherches en archives et histoire orale, la plupart des textes présentent la genèse et le développement d'initiatives concrètes. Dans bien des cas, le recours à l'histoire orale constitue le seul moyen de rassembler une documentation suffisante, ces expériences informelles et ponctuelles n'ayant pas laissé d'archives constituées. C'est d'ailleurs l'un des partis pris originaux du projet : faire systématiquement appel à un/une témoin des événements. Étayés par des documents d'archives, des articles de presse ou des fiches de police, ces témoignages permettent de rendre non seulement compte des expériences elles-mêmes, mais également de mettre en lumière les contradictions et les limites auxquelles elles se sont heurtées (absence de hiérarchie formelle, mais prédominance de quelques leaders ; valeurs égalitaires, mais reléga-

tion des femmes aux tâches qui leur sont traditionnellement assignées...).

Pour finir, mentionnons la curieuse évocation des dessous de la fondation de l'Association progressiste de football, qui fait suite à un match opposant le FC Comité de Soldat et le FC Bakounine en juin 1975 (un saisissant portait d'équipe immortalise ce dernier: 2 femmes et 17 hommes, certains barbus, le poing levé et la tête du Maître sur le T-shirt!). On y apprend que les militants footballeurs, alors honteux de pratiquer un sport déconsidéré, sortirent de la clandestinité bien décidés à redonner son lustre à ce sport, en le débarrassant de la culture marchande, de l'esprit de compétition et du machisme – ce qui malgré un début prometteur, ne parvint pas à s'imposer dans la durée... Ce faisant, ils visent aussi à la réconciliation autour du terrain de jeu des diverses chapelles militantes, dans un esprit festif mais politique: «Après les matchs, une collation est prévue afin de refaire les parties, de passer en revue les dernières scissions de groupuscules et de commenter la politique étrangère chinoise.» Tandis que la police veille: elle signale en effet qu'à deux exceptions près, l'ensemble des joueurs sont des militants «connus de ses services»... On l'aura compris, la qualité des contributions de cet excellent recueil réside dans un assemblage réussi d'anecdotes exemplaires, de recherches documentées et d'illustrations originales.

Dans le même esprit, mentionnons le recueil *Bern 68. Lokalgeschichte eines globalen Aufbruches – Ereignisse und Erinnerungen,* également très réussi. Comme l'indique le sous-titre, ce projet fait une place plus marquée aux témoignages. Il fait suivre chaque contribution du portrait de l'un des principaux protagonistes. On y trouve notamment le journaliste biennois Mario Cortesi, l'artiste iconoclaste Sergius Golowin, le militant tiers-mondiste Rudolf Strahm ou les féministes radicales Heidi Oberli et Ursula Streckheisen. Sans entrer dans une présentation détaillée, relevons néanmoins quelques contributions consacrées à des thèmes passionnants, jusqu'ici très mal documentés: la défense des saisonniers, les luttes contre les prisons ou le mouvement des droits civiques des Jenisch.

Patrick Auderset

Werner Portmann, *Die wilden Schafe: Max und Siegfried Nacht, zwei radikale, jüdische Existenzen.* Münster, Unrast 2008. 163 p., ill., index

---

Emile Pouget, dans *Le Père peinard,* aurait qualifié leur vie d'épastrouillante. Du schtetl de Buczacz, en Galicie polonaise, à New York, passant par l'Espagne, Paris, Zurich et Londres, ces deux frères cosmopolites et polyglottes vont participer des années durant aux courants les plus radicaux de l'anarchisme, diffusant dans les milieux de langue allemande, yiddish, polonaise ou tchèque les idées de grève générale et d'action directe. Ils font tous les métiers, avouables ou non, vivent sous trente-six identités (en particulier Max Nomad pour le premier, Arnold Roller et Siegfried Naft pour le second), écrivent et publient sans relâche.

En 1904-1905, ils font paraître à Zurich *Der Weckruf* – journal publié d'abord comme équivalent du *Réveil-Risveglio* genevois, puis vite autonome – ainsi qu'une série de brochures qui propagent les principes du syndicalisme révolutionnaire. Rédacteurs et collaborateurs s'y succèdent, souvent étrangers de passage ou réfugiés, certains réclament «le droit à l'individualité et à

la paresse» (Ernst Frick, p. 66); le financement par la contrebande de saccharine est pour le moins incertain, d'autres activités clandestines prennent le dessus, et le journal aura une vie brève.

Werner Portmann a reconstruit avec endurance et compétence les vies des deux frères à partir de nombreuses archives éparpillées dans le monde. Il ajoute là de nouveaux matériaux à ses travaux sur les anarchistes en Suisse et dans le monde. La galerie de portraits zurichois qu'il dresse notamment donne envie d'en savoir plus sur ces personages hauts en couleur. On attend de nouvelles publications, saluant l'abnégation de recherches menées hors du cadre universitaire et institutionnel.

M. E.

Nous avons reçu et nous signalons :

Martine Ruchat, *Le «roman de Solon»*, Lausanne, Antipodes, 2008, 158 p.

Dans cet ouvrage, Martine Ruchat a construit une narration romanesque, certes assez complexe, autour de l'histoire authentique de Marc Solon, enfant placé et voleur de métier du XIXe siècle genevois. Elle est passée pour cela par la fiction d'un père et d'un fils qui auraient soi-disant constitué et laissé un corpus d'archives et un récit. Le premier, membre du parti communiste, aurait rencontré le fameux Solon, puis fait partie de ces communistes qui dénoncèrent les bagnes d'enfants dans *Le Drapeau rouge* au cours des années 1930. Mais la vie de Solon n'était pas un roman. Le «roman de Solon» nous fait ainsi côtoyer l'action normative de l'éducation correctionnelle et nous décrit la vie cachée des plus subalternes de la société genevoise du XIXe siècle. C'est donc bel et bien un livre d'histoire sociale.

Peter Huber (avec la collab. de Ralph Hug), *Die Schweizer Spanienfreiwilligen. Biografisches Handbuch*, Zurich, Rotpunktverlag, 2009, 479 p.

Au moment où les volontaires suisses de la guerre d'Espagne condamnés par les tribunaux militaires dès leur retour au pays ont enfin été réhabilités par le parlement, un autre hommage historiographique est rendu à ces quelque 800 engagés, sous la forme d'un précieux dictionnaire biographique. C'est le fruit d'une longue recherche qui a permis de dresser un rapide portrait, parfois lacunaire, parfois plus complet, de ces itinéraires et de ces engagements, sauf pour une centaine d'entre eux, dont le nom est néanmoins mentionné. Cet ouvrage est à saluer non seulement parce qu'il rend compte autant que faire se peut de l'action de tous et de chacun d'entre ces combattants, y compris dans leurs spécificités et leurs contradictions, mais aussi pour la manière dont il nous restitue à sa façon une action collective contre le fascisme qui reste riche d'enseignements pour notre présent.

Ch. H.

Mai 68, aspects régionaux et internationaux. *Dissidences* 5, 2008, 218 p.

Désormais publiée par Le Bord de l'Eau à Bordeaux, cette revue publie un bel ensemble de contributions originales: Mai 68, ce n'était pas seulement Paris, Berkeley ou Berlin! Elle nous emmène dans les régions de France, aux États-Unis en Belgique, enfin en Argentine et en Italie en 1969. Un article rappelle les idées et le rôle de l'Internationale situationniste, un autre la figure un peu négligée depuis lors de Pierre Naville. Une bibliographie imposante récapitule articles, mémoires et thèses consacrés à Mais 68 dans tous les coins de France.

M. E.

L'ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives… sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc., concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne ; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits, BCU, 1015 Lausanne-Dorigny.

En adhérant à l'Association (25 francs pour les membres individuels, 100 fr. pour les membres collectifs, y compris la livraison du Cahier annuel), en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

Dans ce numéro :

Claire Piguet, Panorama de la construction de logements à bon marché dans le canton de Neuchâtel (1850-1914)
Daniel Bornoz, Les maisons ouvrières d'entreprise : le cas de la *Société Immobilière des usines Dubied,* à Couvet
Bruno Corthésy, « L'ouvrier d'aujourd'hui aime aussi le confort et les belles choses ». Les quatre petites maisons ouvrières de l'Usine à gaz de Malley, Renens
Marc Frochaux, À la recherche d'une maison ouvrière type : le modèle allemand
Gilles Prod'hom, Plaidoyer pour la cité-jardin. Les maisons familiales de Frédéric Gilliard dans les années vingt
Dave Lüthi, Espace domestique/espaces des domestiques : autour de la chambre de bonne
Collectif CRHR, Syndicats propriétaires contre locataires : une grève des loyers à Genève (1975-1977)
Chroniques et comptes rendus

AEHMO, case postale 5278, 1002 Lausanne
www.aehmo.org

Diffusion en librairie :
Éditions d'en bas,
30, rue des Côtes-de-Montbenon, 1003 Lausanne
25 francs suisses / 16 euro

ISBN 9782829003714